

À propos du livre « Déflagration » de Patrick Stefanini

Posté le : 15 décembre 2017 17:08 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Attitudes, Réforme, Economie et politique

« Déflagration », chez Robert Laffont, dialogues entre Patrick Stefanini et Carole Barjon, est à ce jour le meilleur livre écrit sur le désastre présidentiel de 2017. Il devra être étudié par tous les étudiants en sciences politiques avec le plus grand soin tant il est honnête et précis. Stefanini est un Énarque, bien sûr, de la race des organisateurs doués. Il avait toujours tout réussi. Il se met au service de François Fillon, pour des raisons de projet, alors qu'il était proche de Juppé. Et voilà soudain la défaite, la vraie défaite, horrible et terrifiante, humiliante et irrattrapable, avec un risque réel de démembrement définitif de son camp politique. Après la « déflagration », ne reste qu'un champ de ruines. On comprend son envie de comprendre et aussi celle d'en tirer quelques leçons.

Il le fait avec humilité, s'associant à toutes les erreurs tactiques du candidat, sauf, naturellement, celles qui lui sont propres. Le portrait de François Fillon n'est pas à charge, même si des défauts apparaissent en filigrane du fait de certains comportements. Le premier est un manque d'empathie et de charisme de chef de bande. Ce n'est pas rédhibitoire pour diriger un pays, mais cela impose d'être d'une haute tenue morale et un exemple de tout sauf d'« hédonisme ». Un candidat à la présidentielle, tendance sombre et « larmes et sueurs », qui, la veille d'une campagne importante va à Capri s'amuser avec le président de Ferrari et qui se blesse en Vespa, cela pose problème. Ce n'est pas dit dans le livre mais nous l'avions ressenti à l'époque. Cette faille va s'agrandir jusqu'à déchirer la campagne et provoquer son échec, malgré un triomphe aux Primaires. Une attitude politique ne peut pas être constamment une posture.

Les Primaires furent-elles une mauvaise idée ? Non réponds Stefanini, car elles ont permis un travail de programmation qui n'avait jamais été fait à ce point jusque-là. Beaucoup de questions ont été brassées qui auparavant restaient dans les limbes tant que le parti n'était qu'une bataille de leadership menée en interne, les militants étant transformés en simple claque pour le plus malin. Bien sûr un travail de fond impose de faire apparaître des différences voire des conflits de ligne. Mais justement, il en résulte une clarification qui est de nature de solidifier ultérieurement celle qui sera appliquée à la présidence de la République en cas de succès. Fillon a gagné les primaires sur son programme autant que par sa maîtrise dans les débats télévisés. Juppé s'est tué avec son « identité heureuse », Sarkozy n'avait pas de programme, Le Maire avait un programme délirant dans l'ampleur des détails qu'il accumulait, NKM n'a su que froufrouter.

C'est l'engagement surprenant de plus de quatre millions de personnes sur ce programme et non sur la personnalité de François Fillon qui a fait le résultat des primaires et aussi la Manifestation du Trocadéro. Stefanini s'oppose radicalement et avec raison aux commentaires de la presse qui font du succès de F. Fillon le fruit de l'engagement des retraités ultra-catholiques du XVIe, que l'on retrouvera au Trocadéro. Bien sûr les Primaires ouvertes ne le sont jamais assez. Leur champ sociologique est nécessairement déformé par rapport à la diversité nationale. Mais elles indiquent un champ de force. Nous pensons, nous aussi, qu'il y avait là une vraie force, qui demeure, et qui explique que le report sur Macron des espoirs portés par Fillon ne s'est toujours pas fait.

C'est là que le politique rejoint l'économie. Oui le programme économique de Fillon était le meilleur. Il valait mieux augmenter la TVA que la CSG. On ne peut faire l'économie d'une

augmentation du temps de travail et du retardement des départs en retraite. La dépense publique doit être jugulée. L'attitude grotesque qui consiste pour un candidat de chercher à séduire des catégories en poussant des mesures intolérables et démagogiques, a été évitée par le candidat Fillon. Il a refusé par exemple de remplir la case : « donner quelques choses aux classes populaires » en supprimant la taxe d'habitation, une idée qui sera récupérée par le clan Macron et dont on voit aujourd'hui toute la perversité. Plus généralement, faute de vouloir s'attaquer réellement à la dépense publique, le gouvernement annonce pour 2018 un record d'emprunts : près de 200 milliards d'euros. Faute de vouloir s'attaquer aux charges pesant sur les entreprises, le rebond de conjoncture se fait au prix d'un déficit extérieur abyssal.

Telle était la certitude des soutiens de F. Fillon, en dépit des défauts du candidat, jugés véniels par rapport à ces exigences nationales dirimantes. Et ils avaient raison.

L'auteur multiplie les analyses plus proprement politiques. Les élections primaires auraient dû être organisées plus tôt, au printemps, afin de permettre une réconciliation réussie après les tensions de l'affrontement de lignes et de personnes. Cette réconciliation doit être activement et sincèrement recherchée par le candidat élu. Les groupes parlementaires doivent être mis au pas pour éviter des interférences corporatistes qui troublent la campagne. Le programme du candidat doit être élargi et adapté pour séduire non plus seulement une frange partisane active mais la majorité du pays, mais sans reniements des forces essentielles qui se sont manifestées. Il faut associer toutes les forces politiques qui peuvent s'allier. Avec une vraie volonté et un complet entêtement. Il faut atteindre et mobiliser toutes les couches de la population et en particulier la jeunesse. Et il faut naturellement détruire le camp d'en face. Donc faire de la politique sans arrêt ni circonspection. Et mouiller la chemise, tout en cherchant le plus possible de nouer une vraie « coproduction » avec la population.

Et si votre candidat n'est pas élu, il ne faut pas jeter son programme aux orties et faire de la démagogie foraine pour sauver des sièges, pendant qu'une partie des élus retournent leur veste pour prendre des postes imprévus en urgence dans le camp d'en face.

En creux, vous avez toutes les erreurs faites entre décembre 2016 et mai 2017.

Naturellement, un candidat irréprochable serait optimal. Si cela existe. La politique n'est pas le monde des anges et on est toujours le diable de quelqu'un. Comme disait Edgar Faure, le métier politique est le seul « où l'acrobatie est de règle, le risque total, et où l'on est sûr de passer son temps à être injurié, calomnié, vilipendé, menacé, poursuivi et parfois condamné. Regardez De Gaulle, condamné à mort qui plus est par ses compatriotes et même gravement menacé pénalement par la justice anglaise, lors de l'affaire Dufour, parce qu'il gênait Churchill ! ». Enfant de chœur, s'abstenir !

On dira que l'économie n'est pas tout. Ce qui est vrai. Sauf que nous vivons depuis 1971 une descente progressive aux enfers économiques qui méritent tout de même d'être arrêtée et qu'il s'agit d'une des vraies priorités nationales. Ce qu'on peut critiquer dans la candidature de Fillon et plus généralement dans celle de la droite (pour ne rien dire des autres) c'est que les programmes ont largement fait l'économie d'un diagnostic de cette crise, et se sont contentés de regarder ce qui pouvait être envisagé en interne. « Après tout faisons déjà aussi bien que ceux qui font mieux dans le même contexte européen et international », tel est le mantra.

Pour nous, c'est une grave erreur. Il n'y a pas de cure sans diagnostic, on ne peut pas sortir de là. Si on soigne l'eczéma sans tenir compte du cancer, on ne va pas loin. L'échec Macron qui se dessine, si de gros changements ne sont pas opérés rapidement, sera la manifestation de cette règle.

On retrouve cette vérité de fond lorsqu'on regarde le dernier chapitre du livre : « Quel avenir pour la droite », la partie la moins convaincante.

« La droite a perdu la classe ouvrière et de façon générale l'électorat populaire [...] frappé depuis deux générations de plein fouet par la mondialisation scandée par les crises successives de 1974, 1976, 1992 et 2008. Puis les classes moyennes hantées par le chômage et la perspective d'un déclassement ».

Cette explication globalisante et sans analyses pertinentes des mécanismes en œuvre est insuffisante et trompeuse. Elle laisse penser que notre seule chance est de s'adapter, coûte que coûte, sans même envisager une diplomatie de la prospérité. Nous sommes en total désaccord. « Les primaires ont déverrouillé le débat d'idées » dit justement Stefanini, mais pas assez. Il demeure encore de nombreux blocages qui sont ceux d'ailleurs de la classe énarquique qui se croit formée en économie mais qui est en fait totalement incapable d'affronter les problématiques monétaires européennes et mondiales.

Sur le reste, on est dans la pensée dominante, girondine en ce moment.

« C'est l'absence d'autonomie fiscale qui rend les collectivités territoriales moins responsables ». On se tapote le menton. Il suffit de voir ce qui se passe à Paris pour se rendre compte que le délire n'est pas lié à l'autonomie fiscale. Paris va vers 7 milliards de dettes. Ce sera une ville ruinée et gâchée, de façon totalement indépendante du système fiscal.

Sur l'immigration et la sécurité, l'auteur constate que l'on ne peut rien dans le lacis des contraintes juridiques qui sont les nôtres, du fait notamment des traités que nous avons signés. On propose de trancher des « nœuds gordiens », mais, en fait, on bricole.

Le social ramené au « revenu universel » de M. Gaspard Koenig, c'est un peu bref.

Que notre système scolaire « ne soit pas mieux de sa forme » est une évidence. Mais quelle différenciation avec le programme Blanquer ?

« Croire en l'Europe, ce n'est pas un raisonnement d'« Énarques crétins » pour citer l'anathème d'Emmanuel Todd ». Certes, certes ! Mais si Todd était le gourou de la nouvelle droite, cela se saurait. On n'avance pas beaucoup lorsqu'on affirme qu'on doit créer une Europe « en faveur des Européens » et « qu'on ne pourra le faire qu'avec les autres peuples européens ». « Le triomphe du principe de subsidiarité » est sans doute souhaitable, mais la subsidiarité est nulle part en Europe, sinon dans les mots. De même imaginer que l'Europe pourra limiter l'immigration par une « vigoureuse politique de co-développement » est parfaitement ridicule. C'est la Chine qui a pris la main sur des pays qui pour beaucoup sont en croissance extrêmement rapide, et qui n'attendent pas tellement de l'Europe pour que cela continue. La pression démographique ne sera pas contenue. Et si l'Afrique fait naître ce milliard d'enfants de plus qui est annoncé pour 2050, c'est 400 millions de migrants qui forceront les barrages de papier et de bonnes intentions en direction de l'Europe.

Si on en reste, là, alors oui, « Bonne chance ! », la formule finale du livre.

Didier Dufau pour le Cercle des Économistes Étoile.